SINGS THE SENGE THE TENTO ISUN

SNES Créteil Info - www.creteil.snes.edu - Tél. :01.41.24.80.54 - 3 rue Guy de Gouyon du Verger - 94112 Arcueil cx twitter : SNES/FSU CRETEIL@SnesFsuCreteil

Les crises ne sont pas une fatalité Organisons la riposte!

édito

Partout en Europe, comme dans le reste du monde, une inflation jamais vue depuis les années 80 fragilise les ménages les plus modestes, les petites et moyennes entreprises dont les factures d'énergie, de papier, de nombreuses matières premières flambent depuis quasiment un an.

Au Royaume-Uni, après une trêve respectée à la suite du décès de la reine, les mouvements sociaux ont repris, portés par la hausse des prix de l'énergie et l'angoisse de ne pouvoir payer ses factures cet hiver et ont conduit à la démission d'une Première ministre qui n'aura gouverné que six semaines, du jamais vu. En Allemagne le syndicat le plus influent a entamé une grève pour réclamer 8% d'augmentation dans un contexte d'inflation supérieure à 10% et une forte inquiétude de manquer de gaz cet hiver. En Belgique, en même temps qu'un appel à la grève générale, de puissantes manifestations ont eu lieu le 9 novembre. En France, dès septembre les actions se sont multipliées, à l'appel d'une majorité de syndicats, de partis de gauche et de mouvements écologiques, pour dénoncer les atteintes de plus en plus graves au pouvoir d'achat pour un grand nombre de travailleur euses et de retraité es confronté es à une inflation galopante et à la poursuite de la destruction du service public. Ils revendiquent, entre autres points, une augmentation des salaires et une politique énergétique cohérente et ambitieuse pour répondre aux enjeux posés par le changement climatique. Et pendant ce temps-là, les superprofits continuent de s'accumuler : Total et consorts, les produits de luxe, les laboratoires pharmaceutiques...

À l'Assemblée nationale, le gouvernement refuse de faire participer ces multinationales à l'effort alors qu'elles aggravent comme Total le dérèglement climatique, et les exonère toujours plus de cotisations, mettant ainsi en danger notre système de protection sociale. À coups de 49.3, il a fait passer le PLF* et le PLFSS** en retoquant la plupart des amendements présentés par l'opposition, démentant ainsi la prétendue volonté

du président de la République et de la Première ministre de gouverner « autrement » et de dialoguer.

Nul doute que les mauvais coups vont continuer à pleuvoir et que malgré l'opposition des deux tiers des Français es, une réforme des retraites néfaste va être engagée dont les conséquences majeures seraient le recul de l'âge de départ à la retraite et une diminution générale des pensions. Il nous faudra être plus que jamais vigilant es et aux côtés de nos camarades actif ves, et nous battre pour préserver les droits de toutes et tous.

Les sujets de préoccupation ne manquent pas partout dans le monde : guerre en Ukraine, tensions entre les deux Corées, entre la Chine et Taïwan, victoire sur le fil de Lula dans un Brésil qui reste profondément fracturé ainsi que les élections de mi-mandat aux États-Unis, montée de l'extrême-droite et prise de pouvoir dans de nombreux pays, guerres et violences sociales notamment en Afrique subsaharienne provoquant l'exode forcé de millions de personnes livrées à l'insécurité permanente, au manque de nourriture, de soins et à la mort, et devenant l'enjeu de politiques intérieures européennes.

Nous évoquerons tous ces sujets lors de notre Assemblée Générale du lundi 28 novembre, où nous vous attendons nombreuses et nombreux pour échanger sur tous ces points.

Martine STEMPER, pour le collectif des retraité e s SNES-FSU de l'académie de Créteil

1/Édito 2/Calendrier; réadhésion 3/Comment bien vieillir 4/Non à la suppression du chèque solidarité, non à la suppression de la journée des solidarités! 5/Une idée reçue, en marge de la COP27 et sorties 2022-2023 6/Les conférences de Paris 7/Visite du Musée de la Résistance Nationale

Prix : 0,30 € - Abonnement : 10 € - Imprimerie Spéciale SNES - hebdomadaire Directrice de Publication Caroline Quiniou - CP 0526S06883 N°13-84

^{*}Projet de loi de finance

^{**}Projet de loi de finance de la Sécurité sociale

CALENDRIER

Assemblée Générale des retraité es du SNES-FSU de Créteil

Lundi 28 novembre -10h/16h30

Au SNES national, 46 avenue d'Ivry, 75013 Paris (métro Olympiades ou Porte d'Ivry)

Ordre du jour

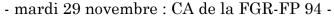
- > 10h : Point d'actualité générale
- > 10h30 : La crise du recrutement dans l'Éducation nationale, par Caroline Quiniou, co-secrétaire générale du SNES-FSU Créteil
- Débat
- Repas
- > 14h : Les luttes syndicales en Grande-Bretagne, une actualité brûlante : renaissance et perspectives, par Nicole Medjigbodo
- 15h30 : Programme des sorties à venir

Dans les départements :

77 : - jeudi 1^{er} décembre : SFRD puis Intersyndicale 77 - mardi 13 décembre : CE élargie de la FGR-FP

93: - mardi22novembre à $14\mathrm{h}$: AG SFR FSU 93- Bourse du travail de Bobigny

94 : - jeudi 24 novembre : stage FSU sur la Fonction publique avec la participation de Gérard ASCHIERI, ancien secrétaire général de la FSU, à la maison des Syndicats de Créteil



(désignation des délégués au congrès de Dax en mai 2023 et discussion et amendements de la motion. Venez nombreuses et nombreux!)



RÉADHÉRER : LA DERNIÈRE LIGNE DROITE AVANT LA FIN DE L'ANNÉE !

Vous êtes nombreuses et nombreux à avoir renouvelé votre confiance au SNES-FSU. Pour celles et ceux qui ne l'auraient pas encore fait, il en est encore temps pour profiter de la réduction d'impôts pour l'année 2022. Dans cette période incertaine, il est nécessaire de rester informé es par le biais de nos publications spécifiques aux retraité es. Retraité es, certes, mais actif ves toujours dans une société en constante évolution. Avec le SNES-FSU, défendez notre modèle social!

COMMENT BIEN VIEILLIR, CITOYEN·NE ET DANS LA DIGNITÉ

Le 17 octobre, l'intersyndicale Retraité es du Val-de-Marne, à laquelle participent le Snes et la FSU, a organisé une demijournée de réflexion avec les militant es du département à la Maison des syndicats de Créteil sur ce que pourrait être :

« COMMENT BIEN VIEILLIR, CITOYEN·NE ET DANS LA DIGNITÉ »

C'est une question importante à laquelle organisations syndicales doivent les s'attaquer formuler des pour revendications concrètes: l'accès à des ressources décentes, à la santé. logement, aux transports et à la mobilité, au lien social, à la culture..., pour l'ensemble des retraité es quels que soient leur situation et leur âge. La dignité et la citoyenneté ne se négocient pas et la crise sanitaire a mis en lumière manifestations de discrimination dont les plus âgé es sont victimes et la façon dont la société les considère. N'étant plus sur le marché du travail, ils sont disqualifié es et considéré es comme privilégiée s puisque bénéficiant de protections telle que la pension de retraite. Notre responsabilité de syndicalistes est de faire reconnaître avec eux elles leurs compétences, leurs convictions, leurs engagements et de défendre les acquis sociaux.

C'est un enjeu de société car « dis-moi comment tu traites tes vieux eilles (on pourrait aussi ajouter les enfants et les jeunes) et je te dirai dans quelle société tu vis ».

Se pose donc la question de savoir quelle société nous voulons pour les retraité es mais aussi pour leurs enfants et petitsenfants.

Deux interventions ont eu lieu pour étayer la réflexion :

- Réagir à l'âgisme et aux discriminations et être reconnu es comme des citoyen nes à part entière, par Anne Millant, militante de Solidaires;
- Compte tenu de l'actualité, la Réforme des retraites et ses enjeux que Macron a décidé de réactiver, présentée par Jean-Claude Chaillé, militant de la CGT.

Une quarantaine de militant es de nos organisations étaient présent es avec des interventions nombreuses et un débat riche.

L'intersyndicale a décidé d'en faire une publication qui sera diffusée pour poursuivre cette réflexion et élaborer une plate-forme revendicative que nous porterons notamment aux différents pouvoirs publics au niveau départemental et national.

Dominique BALDUCCI





NON A LA SUPPRESSION DU CHÈQUE SOLIDARITÉ , NON A LA SUPPRESSION DE LA JOURNÉE DES SOLIDARITÉS !

À la suite de l'annulation de la journée de solidarité par le président du Conseil général du 94, M. Capitanio, notre camarade Gilbert Dumortier a rédigé le texte ci-dessous qui sera utilisé comme pétition par de nombreuses associations œuvrant dans le domaine de la solidarité et qui sera massivement diffusé lors de la manifestation intitulée « Solidari'teuf' » le 20 décembre à l'initiative de ces associations.

Ce texte a d'ores et déjà été adressé au Conseil Général du 94.

NON À LA SUPPRESSION DU CHÈQUE SOLIDARITÉ

NON À LA SUPPRESSION DE LA JOURNÉE DES SOLIDARITÉS

M. Capitanio et sa majorité à l'assemblée départementale ont décidé unilatéralement de supprimer l'aide aux plus défavorisé es, à savoir le chèque solidarité et dans le même temps de supprimer la journée des solidarités.

Sans concertation avec les associations qui sont en contact constant avec les populations en précarité, il annule la journée de solidarité qui permettait aux associations de se rencontrer dans un cadre à la fois festif et culturel. Cette fête contribuait à créer du lien social et permettait aux participant es d'en savoir plus sur leurs droits et aussi d'être accompagné es pour les faire valoir.

M. Capitanio récupère les fonds de cette action pour octroyer un « chèque énergie » (exceptionnel) gommant dans le même temps le chèque solidarité qui aidait les personnes les plus en difficultés.

L'opération « chèque énergie » permet à M. Capitanio un tour de passe-passe puisqu'au passage il va économiser sur la « solidarité globale » en ne dépensant pas la totalité du budget à terme.

On est loin d'une opération de solidarité.

Il faut savoir que le chèque énergie existe déjà : c'est une aide de l'État qui aide les ménages les plus modestes ; ce dispositif ne nécessite aucune démarche particulière puisqu'il est attribué en fonction du revenu fiscal.



Compte tenu de l'inflation (près de 6% voire plus à terme) et de la crise énergétique que nous traversons, ce n'est pas un moins mais un plus d'aides qui est nécessaire.

Les familles ont une baisse de pouvoir d'achat.

Nous le constatons chaque jour dans nos associations. Le nombre des demandes d'aides augmente!

Puisque vous souhaitez mettre en place un « chèque énergie » M. Capitanio n'hésitez pas!

Nous disons:

OUI au nouveau chèque énergie, OUI au maintien du dispositif chèque solidarité,

OUI au maintien de la journée des solidarités.

Gilbert DUMORTIER

UNE IDÉE REÇUE, EN MARGE DE LA COP27 : « CE SONT LES PAYS RICHES QUI POLLUENT ET LES PAYS PAUVRES QUI SUBISSENT »

Je pense qu'il faut nuancer cette remarque. En réalité, s'il est vrai en chiffres que les plus gros pollueur euses se trouvent dans les pays les plus anciennement industrialisés (plutôt que « riches »), il ne faut pas oublier que le pouvoir des multinationales s'exerce aussi là où des régimes autoritaires et corrompus leur livrent les terres et la main d'œuvre sans se soucier des dommages à l'environnement et à la santé des populations (exemple à l'heure actuelle de Total en Ouganda). De plus, sous ces régimes et dans ces États, les préoccupations concernant la préservation de la biodiversité sont un luxe, et la pollution s'exerce en plein à tous les niveaux (circulation de voitures usagées venues d'Europe, du Canada ou des États-Unis, commerce de fripes à grande échelle, abandonnées ensuite dans les fleuves ou l'océan, stockage de déchets industriels et dangereux, etc.)

Par conséquent, le problème ne se situe pas entre « pays riches » et « pays pauvres », mais entre multinationales et peuples ; ce qui est vrai, certes à un moindre degré, pour les pays industrialisés, vieux ou plus « jeunes ».

Nicole MEDJIGBODO

SORTIES 2022-2023

Vous avez déjà eu le programme des sorties pour l'année en cours dans la circulaire de juin avec un descriptif détaillé.

En voici le calendrier prévu :

- Janvier : Musée de la Résistance à Champigny-sur-Marne. Dernière nouvelle : la date est fixée au 27 janvier. Voir pages 7 et 8.
- Mars : Musée de Cluny.
- Avril : Château de By, maison Rosa Bonheur.
- Mai : La Roseraie de L'Haÿ-les-Roses.

Les autres dates exactes vous seront envoyées prochainement et seront consultables sur notre site académique.

La passionnante visite des lieux de la Commune, guidée par notre camarade Michèle Olivain, a connu un vif succès. Une liste d'attente a été ouverte, de sorte qu'une nouvelle visite pourra être organisée à la rentrée 2023. Si vous êtes intéressées, contactez Michel Stemper (michel.stemper@orange.fr)

LES CONFÉRENCES DE PARIS



Le S1 de Paris a repris son cycle de conférences et nous y sommes cordialement invité·es. Voici les prochaines dates :

Vendredi 2 décembre 2022

14h30 - au Snes National, 46 avenue d'Ivry, 75013

Conférence de Gilles Candar, historien, spécialiste des Gauches françaises, membre de la Société d'Études Jaurésiennes.

« Pourquoi la Gauche ? De la Commune à nos jours »

Une histoire de la Gauche sous l'angle de son rapport avec la République.

Lundi 9 janvier 2023

14h30 - au SNES National, 46 avenue d'Ivry, 75013 Conférence de Laurent Douzou, universitaire lyonnais spécialiste de la Résistance, directeur du Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes.

« Découvrir le programme du CNR »

Symbole de 80 ans, honni par certains, défendu par d'autres, connaît-on vraiment son contenu, ses auteurs, les conditions dans lesquelles il a été rédigé et adapté ? Avec la réédition de son ouvrage, Laurent Douzou propose son éclairage.

Cette conférence est programmée en partenariat avec nos Amis de l'ADVR (Association de défense des valeurs de la Résistance).



VISITE GUIDÉE DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Le VENDREDI 27 JANVIER 2023 à 14h30

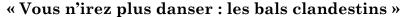
Nous vous proposons une visite guidée du Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne.

Une collection exceptionnelle, une scénographie forte et sensible qui immerge les visiteurs dans l'atmosphère et les conditions matérielles de la Résistance de 1939 à 1947.

« Le RMN invite à réfléchir aux valeurs portées par un fait majeur pour notre Humanité : la Résistance, née au cœur de la seconde guerre mondiale, mais aussi aux nouvelles formes que recouvre cette notion aujourd'hui » (Christian Favier, Président du Conseil Départemental de 2015 à 2021.)



Cette visite inclura sa **nouvelle exposition temporaire**:





À partir de mai 1940 et jusqu'en avril 1945, les bals sous toutes leurs formes sont interdits sur le territoire français. La danse, loisir majeur de la jeunesse française de l'entredeux-guerres, connaît un coup d'arrêt. Empêché, réprimé et sanctionné par le régime de Vichy, car défiant la morale et les bonnes mœurs, le bal devient clandestin. Comment l'interdit est-il transgressé? Quelles musiques sont jouées? Quelles cultures du corps sont révélées? Mais surtout, quelles valeurs et quels liens sociaux rendent irrésistibles l'envie de danser?

Le Musée est accessible aisément en transports grâce au RER A en direction de Boissy-Saint-Léger (arrêt Champigny) ou par le bus et la voiture.

Bulletin d'inscription et modalités au verso.

Bulletin d'inscription à renvoyer à Annick JANOIR, 223 Quai Galliéni- 94500 Champigny-sur-Marne. La visite sera à régler sur place, à un tarif compris entre 7,5 € et 10 € selon le nombre de personnes. Renseignements auprès d'Annick Janoir : 06 08 35 97 77/annick.janoir@gmail.com

Nom:	
Prénom :	
Adresse:	
Adresse électronique :	
Tél portable :	
Nombre de places :	